

Françoise Thébaud (dir.) : *Histoire des femmes en Occident, Le XXe siècle*

Cécile Coderre

Volume 6, numéro 1, 1993

Temps et mémoire des femmes

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/057735ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/057735ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Revue Recherches féministes

ISSN

0838-4479 (imprimé)

1705-9240 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Coderre, C. (1993). Compte rendu de [Françoise Thébaud (dir.) : *Histoire des femmes en Occident, Le XXe siècle*]. *Recherches féministes*, 6(1), 128–133.
<https://doi.org/10.7202/057735ar>

en introduction et qui était certainement son plus grand défi : sortir de l'objet « femme » pour aborder la question des rapports sexuels.

Sylvie Pelletier
Étudiante de troisième cycle
Département d'histoire
Université Laval

Françoise Thébaud (dir.) : *Histoire des femmes en Occident*, t. 5, *Le XX^e siècle*. Paris, Plon, 1992, 647 p.

Le cinquième volume de l'histoire des femmes s'ouvre sur la question de la nationalisation des femmes au XX^e siècle. Françoise Thébaud dirige cet ouvrage sur ce siècle qu'on a souvent dénommé le siècle de la femme. En plus d'en préparer les différentes introductions, elle rédige le premier chapitre sur la Première Guerre Mondiale. Le propos fondamental de cette section sur la nationalisation des femmes est de démontrer comment les rapports sociaux de sexe, le « gender system » apparaissent « comme un principe d'organisation, voire une arme de la guerre, sa construction ou sa déconstruction constituant un front de combat pour les États, les groupes et les individus » (p. 34). Ainsi la première guerre est-elle un épisode illustrant le triomphe de la division sexuelle. Et si Françoise Thébaud se réfère à la plupart des pays européens pour cette période, plusieurs chapitres sont consacrés à une « nation » spécifique, à différentes époques charnières.

Nationalisme, féminisme et pacifisme, trois thèmes centraux dans ce premier chapitre portant sur l'analyse des rapports sociaux de sexe durant la première guerre. Selon Françoise Thébaud, « le nationalisme, chez les femmes comme chez les hommes, fut plus fort que le pacifisme » (p. 60) et les causes de l'échec du pacifisme féminin furent nombreuses. Entre autres, des rencontres féministes furent des échecs, les femmes étaient très divisées sur la question; nombre d'entre elles se ralliaient à leur nation ou à leur parti politique. Pour l'auteure, « cette cassure [était] défavorable au mouvement des femmes qui perdait de nombreuses adhérentes et les derniers vestiges de son autonomie » (p. 63). Quant à la guerre elle-même, a-t-elle changé les rapports entre les femmes et les hommes ? Incorporées dans le monde du travail des hommes durant l'intérim de la guerre, puis renvoyées de force à leur foyer, les femmes connaissent une « démobilisation [...] rapide et brutale » (p. 68). C'est la violence qui semble exprimer le mieux les nouveaux rapports entre les femmes et les hommes : « Cette violence faite aux femmes semble avoir une fonction tout autant psychologique qu'économique : d'une part réassurer une identité masculine [...] d'autre part effacer la guerre et répondre au profond désir des combattants de restauration du monde ancien » (p. 68). Le féminisme n'échappe pas à cette remise en question. Certains de ses gains en fait de droits sociaux ne sont accordés aux femmes qu'en tant qu'ayant droit. Mais l'acquis le plus visible semble être « la liberté d'allure et de mouvement, apprise dans la solitude et l'exercice des responsabilités » (p. 72).

En Amérique, où la guerre n'a pas eu les mêmes répercussions économiques et politiques, l'*American way of life*, avec ses nouvelles technologies, ses biens de consommation et son cinéma, s'impose à toutes et à

tous. Entre les deux grandes guerres se profile un nouveau modèle de femme aux États-Unis. Écrit par Nancy F. Cott, ce chapitre est consacré à la naissance de la femme moderne dans les années vingt. Cette femme connaît de nouvelles relations avec son conjoint (*companionate marriage*), elle désire être satisfaite sexuellement, elle élève ses enfants et tient maison différemment, elle consomme enfin les nouveaux produits mis en marché. C'est par une alliance complexe entre les sciences sociales et la publicité que l'on se met à vendre « la femme américaine ». « Le statut traditionnel de la femme, gardienne du foyer et objet hétérosexuel est désormais exprimé et commercialisé avec agressivité en termes de choix de liberté et de rationalité » (p. 87).

En France et en Angleterre, l'entre-deux-guerres permet aux femmes de quitter leur statut « d'éternelles mineures ». Une analyse des principales réformes juridiques dans ces deux pays permet à Anne-Marie Sohn de faire ressortir des avancées du côté du statut civil et des piétinements dans le domaine civique. « Le statut civil des femmes est remanié dans les deux pays et de façon similaire, afin de légaliser une émancipation entrée dans les mœurs » (p. 109). Cependant, si en Angleterre on accorde le droit de vote aux femmes, en France on le leur refuse. Les femmes voudraient participer à la vie publique mais les obstacles restent nombreux. Leur présence et leur pouvoir sont faibles dans les partis politiques et les syndicats, y compris ceux où elles sont en grand nombre, par exemple, les syndicats des institutrices. Et si le mouvement féministe « semble être sur la défensive » [...] le « droit au travail, malgré la discrimination salariale, reste moins discuté que le droit à la parole politique » (p. 113).

Durant cette même période se prépare l'autre guerre, dite la seconde. La prise du pouvoir par Mussolini ouvre un épisode particulier dans l'histoire des femmes italiennes. Victoria de Grazia considère que la dictature fasciste, dictature patriarcale spécifique qui part de la différence naturelle entre les femmes et les hommes, a politisé de façon répressive cette différence. Les conséquences, nombreuses, concernaient la citoyenneté des femmes, leur sexualité, leurs salaires et leur participation à la vie publique. En « arrimant leur destin biologique commun en tant que « mères de la race » aux objectifs du pouvoir », le fascisme a accentué les écarts de statuts et de revenus entre les femmes selon leurs classes sociales et leurs fonctions (p. 140). Enfin, leur participation au mouvement de la résistance, surtout après l'occupation allemande, fut peu reconnue et ne mena pas à des transformations radicales du code pénal et des lois sur la famille.

En Allemagne, dès l'accession d'Hitler au pouvoir, le parti national-socialiste dénonce l'émancipation des femmes comme « une émanation de l'influence juive » (p. 144). Dans son étude de l'Allemagne nazie, Gisela Block fait ressortir une autre dimension des rapports sociaux de sexe dans leur interrelation avec le système politique, à savoir que le « le racisme nazi n'était pas neutre sexuellement ». Il s'impose aux femmes à partir de leur statut de mère; selon le groupe ethnique d'appartenance, la maternité sera un devoir ou un interdit. Dès 1933, une loi prescrivait la stérilisation forcée des femmes appartenant aux populations inférieures (p. 146). Et comme les femmes, par une forme de résistance active appelée « la grossesse de protestation », bloquaient jusqu'à un certain point la mise en place du système, la loi de stérilisation fut étendue à l'avortement jusque dans les six premiers mois en 1935. Cette politique de stérilisation forcée était présentée aux filles du groupe ethnique dominant comme

une politique nécessaire, tout comme l'était l'interdiction d'épouser des hommes d'autres peuples « héréditairement inférieurs » (p. 148). Dans leurs rapports à l'État nazi, les femmes ne furent pas uniquement des victimes. Certaines femmes participèrent activement à la solution finale, par exemple les gardiennes des camps, les secrétaires et les professionnelles de la bureaucratie du génocide. Toutefois, « elles se conformèrent plutôt à des stratégies masculines dans [le cadre de] professions qui exécutaient la politique raciale » (p. 151).

L'Espagne se met aussi au pas du fascisme. Danièle Bussy Genevois traite des femmes d'Espagne, de la République au franquisme : concentration d'espoirs, de contraintes et d'interdits. De la jeune république, elles ont connu certaines avancées du côté des droits civils et civiques, puis elles ont été confrontées à la révolution, puis à la guerre, avec son cortège de mesures répressives. Enfin, le régime franquisme s'installe, avec « le poids du régime national catholique ». Certaines seront résistantes, d'autres condamnées à l'exil, d'autres se soumettront mais elles auront toutes en héritage une certaine conscience de leur dignité.

La France n'échappe pas à ce fort courant fasciste. Pour Hélène Eck, le régime de Vichy n'est pas un régime totalitaire mais bien une « dictature pluraliste ». Cette dictature qui énonce comme lieu d'identité nationale la trilogie « Travail, Famille, Patrie » exige la participation des femmes. Cependant, elles « participeront à la mise en place de stratégies de survie au nom de sentiments et de valeurs parfois bien éloignées des préceptes vichyssois » (p. 187). Tout comme lors de la première guerre, elles auront à prendre en charge seules une grande partie des tâches habituellement réservées aux hommes, même si les circonstances sont différentes : prisonniers de guerre, travailleurs déportés, résistants. Mais le pouvoir qu'elles exercent est un pouvoir de délégation. Ne disait-on pas « la Résistance [...] c'était d'abord de maintenir le foyer, de conserver l'espoir, de préparer le retour de l'absent ? » (p. 196). Dans la Résistance, la participation des femmes a fait évoluer les mentalités. Lorsque la Résistance ressemble davantage à une armée, les femmes en sont peu à peu interdites.

Si pour les Américaines la prospérité économique et l'abondance des biens de consommation semblent accessibles à toutes, les femmes russes, quant à elles, sont emportées par un courant révolutionnaire sans pareil. Françoise Navailh propose une lecture de plus de trente ans d'histoire des femmes russes, centrée sur l'apport du modèle soviétique dans la définition de la question féminine. Dès la naissance de la Révolution, s'inscrivent les actions politiques des femmes russes, leur participation leur valant même d'être reconnues comme électrices et éligibles et ce, avant les Anglaises et les Américaines. Dans la flambée des transformations juridiques, les lois touchant la famille sont profondément modifiées. Par exemple, on institue le divorce par consentement, des droits égaux pour tous les enfants, la suppression de la puissance maritale et de l'autorité paternelle, la légalisation de l'avortement, le congé de maternité et la protection au travail pour les femmes. Le mouvement féministe, jusque là autonome, disparaît derrière les intérêts supérieurs de la nation révolutionnaire et s'intègre dans les activités du parti. Cependant, afin de rallier les femmes de toute l'Union soviétique, des comités de condition féminine sont créés à tous les échelons du parti. Alexandra Kollontai est une des responsables de la Section féminine du comité central dont le mandat est de coordonner les activités de ces véritables écoles de citoyennes. Ce modèle de la nouvelle femme soviétique est

imposé partout en Union soviétique, mais avec difficultés, surtout auprès des musulmanes. Cet idéal révolutionnaire est cependant confronté à une dure réalité, celle de la guerre civile, qui entraîne un marasme économique sans nom avec ses conséquences dramatiques sur la vie des femmes : abandon d'enfants, pénurie alimentaire, logements indécents. Même les lois libérales ont un effet pervers : plus de conjoints et de pères abandonnent leurs responsabilités. Si la critique de la famille était au cœur des changements législatifs entre 1917 et 1920, dans la décennie suivante, on considère la famille comme nécessaire à la construction du socialisme. On assiste donc à un revirement de la situation : retour de l'interdiction de l'avortement, réintroduction de l'autorité paternelle. Pour l'auteure, le bilan de cette révolution, du point de vue des femmes, est une « faillite certaine ». Même si les femmes soviétiques sont plus présentes sur le marché du travail salarié et qu'elles ont été épargnées par l'industrie dégradante de la pornographie, et ce jusqu'à une date récente, leurs mauvaises conditions de vie, l'absence de politiques de contrôle des naissances qui ne laisse d'autres choix que l'avortement et la faible participation des femmes aux décisions politiques obligent l'auteure à tirer un triste bilan.

La deuxième grande partie de cet ouvrage touche la création et la représentation des femmes. Elle s'ouvre sur la contribution de Françoise Colin au débat sur la Différence et le différend, la question des femmes en philosophie. Elle s'intéresse tout d'abord à l'analyse socio-philosophique de Simmel, puis aux travaux de Freud et de psychanalystes comme Lacan, puis à ceux d'Engels et de Marx et aux héritiers ou aux critiques de ces deux derniers courants de pensée tels Lyotard, Baudrillard, voire même Foucault. Elle poursuit son analyse avec le courant postmoderne et son questionnement propre sur la question des rapports sexuels. Ainsi Derrida, qu'elle présente comme le disciple d'Heidegger, fait éclater la notion de différence des sexes. « Entre les sexes, il y a certes coupure, mais "coupure qui ne fait pas séparation ou qui fait séparation en faisant en même temps réparation" » (p. 261). Enfin, c'est au courant des philosophes de l'altérité, dans le sillage de la phénoménologie, qu'elle s'attache dans la dernière section. De Sartre, Merleau-Ponty à Lévinas, Lyotard et Arendt, il semble que c'est par la reconnaissance de la différence « sans figer les différences » que se constitue le discours de l'Altérité et du dialogue. Mais c'est à l'intérieur du mouvement féministe que l'on peut repérer des formes nouvelles de réflexions sur la question de la différence des sexes. Toutefois, les théoriciennes féministes tenantes de l'égalitarisme sont menacées par une égalisation des identités au profit de l'identité masculine si l'égalité signifie autre chose que l'identité des droits. Cette dernière conception de l'égalité est porteuse d'une redéfinition de la démocratie et de la citoyenneté; elle s'articule autour de la nouvelle position de destinatrice et « non pas seulement de destinataire de la parole, et donc co-auteur de la différence des sexes » (p. 271).

Les trois chapitres qui suivent, soit « la place des femmes dans la production culturelle, l'exemple de la France », de Marcelle Marini, « Société de consommation et culture de masse », de Luisa Passerini et « Femmes, images et représentations » d'Anne Higonnet ont en commun de situer les femmes dans un contexte de création culturelle, à la fois comme objets et sujets de création. Cette création prend des formes différentes, jusqu'à proposer la spécificité d'une écriture féminine (p. 293). En plus de dénoncer l'absence des femmes dans la littérature, même si elles y sont plus présentes qu'auparavant, l'auteure note qu'elles écrivent selon certaines exigences littéraires d'un autre lieu. Le débat

est vif sur cette question tout comme sur l'utilité sociale de la presse féminine. Luisa Passerini voit dans la culture de masse, par exemple dans la presse féminine, des signes annonciateurs d'une pluralité d'identités féminines : « la fiction favorise les processus de différenciation des parcours féminins, en proposant des manières variées et légitimes d'être femme, en ouvrant l'espace à une transformation des vieux rôles et des stéréotypes » (p. 313). Quant à la possibilité pour les femmes d'être des créatrices d'images, c'est le même parcours historique d'exclusion et de réappropriation qui s'impose. Ainsi, selon Anne Higonnet, durant les guerres, les images dominantes des femmes sont celles qui représentent des travailleuses, des paysannes et des mères vouées aux intérêts supérieurs de la nation, des nations. Là où elles se démarquent, c'est dans la mode, ce qui fait dire à l'auteure que « même si ces créatrices semblent ne s'être intéressées qu'aux aspects superficiels de la féminité, elles ont contribué de mille manières à une simplification du vêtement et des tâches domestiques, [ce] qui a radicalement modifié la vie des femmes » (p. 329). Et après avoir connu le cinéma et les magazines pour les femmes, des artistes féministes, qui font émerger la création de nouvelles images, naissent dans la mouvance du mouvement des femmes.

La troisième section concerne les principales mutations rencontrées par les femmes dans cette décennie. Le premier axe, écrit par Gisela Block et par Nadine Lefaucheur, s'oriente autour des rapports que les femmes entretiennent avec l'État-Providence, au début du siècle et dans les trente dernières années. On y apprend que le mouvement féministe du début du siècle exigeait pour les femmes des droits politiques et une plus grande protection sociale de la part de l'État. Les revendications des mouvements de femmes en Europe et en Amérique touchèrent les relations entre la pauvreté féminine, la maternité et l'État. Ces revendications, que l'on a qualifié de « maternalisme féministe », ont coïncidé « avec un nouveau type de législation sur la protection des mères et des enfants, assurée soit par des aides financières, soit par des services en nature » (p. 394). Entre les deux guerres, le maternalisme féministe cède du terrain et s'efface dans les régimes dictatoriaux. Gisela Block considère que « la structure de la protection sociale fut très différente selon les pays, opposant surtout démocraties et dictatures. » (p. 409). La guerre finie, la plupart des pays capitalistes connaissent une croissance économique certaine dont est issu l'État-providence que l'on connaît. Cette croissance économique a un impact très important sur « l'univers domestique et les conditions d'accomplissement du travail domestique » (p. 420). Toutefois, la famille reste au cœur de la reproduction de la force de travail. Mais la prise en charge de certaines fonctions assurées auparavant par la famille, telle « la collectivisation partielle du travail de socialisation, de garde et de soins des générations dépendantes » (p. 425), a eu comme conséquence d'accroître considérablement le nombre d'emplois féminins. Ces emplois se sont concentrés surtout dans le secteur public de la socialisation, ce qui fait dire à l'auteure que les femmes sont mariées au *Welfare*, mariage davantage de raison que de protection réelle contre la pauvreté. Rose-Marie Lagrave prépare une analyse de l'éducation et du travail des femmes au XX^e siècle, autre axe des profondes mutations; l'auteure relève de nombreuses analyses qui portent sur le raffinement de la division sexuelle du travail entre les hommes et les femmes. Si en cette fin de siècle, malgré un discours d'égalité, elle note la permanence de l'inégalité économique entre les femmes et les hommes, elle conclut que cette domination s'exerce au nom de la préservation

de l'ordre sexuel. Quand la libre concurrence professionnelle entre hommes et femmes commence à jouer, « l'ordre sexuel intervient, implacable, pour maintenir la distance que le jeu économique ne peut à lui seul réguler. » (p. 461).

La dernière partie de cet ouvrage porte sur les enjeux actuels et les trois premiers articles concernent le mouvement féministe. Ainsi Mariette Martineau se questionne sur la transformation du pouvoir par les femmes, Yasmine Ergas, sur les acquis du mouvement féministe occidental et Yolande Cohen, sur les pratiques des associations féminines au Québec qui ont « pavé la voie au féminisme contemporain » (p. 537). Le dernier article de cette section, écrit par Jacqueline Costa-Lascoux, porte quant à lui sur la procréation et la bioéthique.

L'ouvrage se termine sur deux paroles de femmes, celle de Christa Wolf qui s'interroge sur la responsabilité des Allemands durant la Seconde Guerre Mondiale et celle Nelly Kaplan, cinéaste et auteure originaire d'Argentine.

Véritable encyclopédie par la qualité des notes et des thèmes abordés, cet ouvrage nous confronte à une vision du monde occidental qui est loin d'être monolithique. Il rappelle surtout que les femmes, dans leur vie quotidienne, ont été largement intégrées à un long processus de nationalisation, mais sans qu'elles y consentent toujours.

Cécile Coderre
École de service social
Université d'Ottawa

Jill M. Bystydzienski (sous la direction de) : *Women Transforming Politics. Worldwide Strategies for Empowerment.* Bloomington/Indianapolis, Indiana University Press, 1992, 229 p.

S'il est des livres au titre peu évocateur, tel n'est certainement pas le cas de cet ouvrage réalisé sous la direction de Jill M. Bystydzienski, professeure au département de sociologie du Franklin College (Indiana). Il a pour objectif de saisir ce que signifie une politique féministe, entendons par là de mettre en évidence les diverses formes d'engagement politique des femmes et les stratégies qu'elles élaborent en vue de parvenir à un meilleur contrôle sur leur existence. Le plus souvent, les sciences politiques définissent « la Politique » en termes institutionnels : elle fait référence à l'État et à l'art de gouverner, aux activités qu'ils impliquent et aux résultats qu'ils produisent (notamment les politiques publiques). En tout état de cause, « la Politique » prend lieu dans ce qu'il est convenu d'appeler « l'espace public »; elle ne concerne donc pas les femmes.

Un des mérites de cette collection d'articles est précisément de faire ressortir les limites d'une telle conception : la politique ne correspond pas uniquement à une participation aux institutions politiques conventionnelles, mais elle se réfère également à des engagements moins formels (tels l'engagement dans des groupes et des activités de protestation, la mise sur pied de projet de développement socio-économique, etc.). En outre, les femmes mettent en place des stratégies pour parvenir à une meilleure emprise sur leurs conditions de vie, les décisions, les activités et les événements qui les touchent quotidiennement. Dans le cadre d'une politique féministe, le pouvoir devient ainsi synonyme non pas de domination sur autrui (comme il est coutume de le considérer en science